RAPPORT ANNUEL 2021



GPE Transformer l'éducation

VISION

UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR CHAQUE ENFANT.

MISSION

Mobiliser des partenariats et des investissements pour transformer les systèmes éducatifs des pays en développement, en ne laissant personne de côté.

BUT

Favoriser l'accès, les acquis scolaires et l'égalité des sexes grâce à des systèmes éducatifs équitables et inclusifs conçus pour le XXIe siècle.

AXES PRIORITAIRES

Accès à l'éducation ; apprentissage précoce ; volume, équité et efficience du financement intérieur ; égalité des genres ; inclusion ; apprentissage ; qualité de l'enseignement ; forte capacité d'organisation.

OBJECTIFS

Renforcer la prise en compte de l'égalité des genres dans la planification et l'élaboration des politiques pour un impact systémique.

Coordonner les actions et les financements pour des changements en profondeur.

Renforcer les capacités, s'adapter et apprendre pour promouvoir des résultats à grande échelle.

Mobiliser les partenaires et les ressources à l'échelle nationale et internationale et internationaux pour des résultats durables.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS **4**

FAITS MARQUANTS DE 2021 **6**

LE GPE EN ACTION **7**

TRANSFORMER L'ÉDUCATION **8**

› RÉPONSE DU GPE À LA COVID-19 12

› MAINTENIR L'ÉDUCATION DANS LES SITUATIONS DE CONFLIT ET DE FRAGILITÉ 14

ÉGALITÉ DES GENRES **16**

AGIR ENSEMBLE POUR PROMOUVOIR LE CHANGEMENT **20**

UN PARTENARIAT D'APPRENTISSAGE **24**

› LÈVE LA MAIN **26**

› TEMPS FORTS DE LA CAMPAGNE **30**

› LES TEMPS FORTS DU SOMMET MONDIAL SUR L'ÉDUCATION **31**

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GPE **32**

AVANT-PROPOS



CHARLES NORTH
Directeur général par intérim

Si quelqu'un m'avait dit en mars 2020 que deux ans plus tard nous serions encore aux prises avec les répercussions de la COVID-19, je ne l'aurais probablement pas cru. Pourtant, pour les divers partenaires qui composent le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), l'année 2021 a été dominée par la pandémie et ses effets dévastateurs sur l'éducation et l'apprentissage de millions d'enfants dans le monde.

Les pays partenaires du GPE et les bailleurs de fonds se sont débattus avec la fermeture des écoles et la perte d'apprentissage dans un contexte marqué par le lourd bilan sanitaire et économique du virus. En 2021, le GPE a octroyé plus de 740 millions de dollars de financements consacrés à l'éducation afin de soutenir les systèmes éducatifs des pays partenaires confrontés à d'énormes difficultés. Grâce aux ressources multiples et vastes du partenariat, le GPE a apporté un soutien technique et financier aux efforts menés par les pays pour renforcer leurs systèmes éducatifs, consolider leurs réponses nationales à la crise de la COVID-19 et aider les gouvernements à faire face aux situations de conflit, aux déplacements et aux catastrophes, ce qui a permis à des millions de filles et de garçons de continuer à apprendre malgré les circonstances.

Au Nigéria, le GPE a soutenu les efforts déployés par gouvernement pour scolariser davantage d'enfants - en particulier les filles - grâce à des bourses, des allocations et d'autres initiatives visant en outre, à renforcer la formation des enseignants pour améliorer la qualité de l'enseignement. En 2021, cette initiative a permis à plus de 417 000 filles de bénéficier de bourses d'études.

Au Vanuatu, le GPE a aidé les élèves, les enseignants, les écoles et les communautés à faire face au double impact de la pandémie et du cyclone Harold. Le soutien du GPE a permis au gouvernement de veiller à ce que les enfants aient accès à du matériel d'apprentissage précoce spécialement adapté et d'équiper des dizaines d'écoles avec de nouveaux réservoirs d'eau, ce dont ont bénéficié les élèves, les familles et les communautés.

Malgré l'ampleur des défis auxquels les pays partenaires du GPE ont été confrontés, des thèmes communs sont apparus : l'espoir, la résilience et la volonté non seulement de se remettre de cette crise, mais aussi de reconstruire des systèmes éducatifs plus résilients, inclusifs et efficaces, afin qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte.

Ces obstacles et ces opportunités ont incité le GPE à affiner son approche de transformation des systèmes éducatifs, comme le prévoit notre stratégie quinquennale, le GPE 2025. La nouvelle approche du GPE, qui a été élaborée pour répondre aux besoins des pays partenaires confrontés aux effets de la pandémie, des conflits, du changement climatique et des récessions économiques, requiert des actions audacieuses et des transformations systémiques. Elle permet d'apporter un soutien plus flexible et adapté aux différents contextes afin d'aider les pays à produire des résultats à grande échelle. En 2021, six pays se sont engagés à piloter cette approche, qui rassemble divers partenaires afin de recenser les points de blocages et de s'aligner sur les réformes prioritaires, inscrit l'égalité des genres à chaque étape de son processus, et intègre l'apprentissage et l'adaptation dans sa mise en œuvre.

En 2021, le GPE a réuni un éventail toujours plus large de partenaires dans le cadre de la campagne « Lève la main », qui s'est clôturée avec le Sommet mondial sur l'éducation en juillet. Lors de ce sommet, d'importants engagements financiers et en nature de la part des pays partenaires, des bailleurs de fonds, des entreprises, des fondations et des banques de développement ont été mobilisés, et les diverses parties prenantes ont plaidé pour maintenir l'éducation au cœur des priorités de l'agenda mondial.

L'arrivée du nouveau président du Conseil d'administration, Son Excellence Jakaya Kikwete, et de la vice-présidente, Dr Susan Liataud, qui ont respectivement remplacé Julia Gillard et Serigne Mbaye Thiam, ont marqué une étape importante pour le GPE en 2021. Au début de l'année 2022, nous avons également fait nos adieux à la directrice générale du GPE, Alice Albright, dont le rôle a été capital pour faire du GPE un partenaire incontournable auprès des pays qui s'efforcent d'améliorer l'éducation et de la communauté mondiale qui cherche à les soutenir.

Permettez-moi de conclure en remerciant tous les partenaires du GPE pour leur ardeur au travail et leur dévouement. Comme le montre le présent rapport, nos efforts collectifs ont permis d'améliorer la vie de millions d'enfants à travers le monde, de leur donner de l'espoir, de leur offrir des opportunités et de leur permettre d'agir grâce à une éducation de qualité.



FAITS MARQUANTS DE 2021

Le GPE a lancé une **nouvelle approche visant à transformer les systèmes d'éducation** dans six pays partenaires : El Salvador, le Kenya, le Népal, l'Ouganda, la République démocratique du Congo et le Tadjikistan. La deuxième série de pays comprenaient : le Bhoutan, le Burkina Faso, le Cambodge, les Comores, les Fidji, la Gambie, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie et le Zimbabwe.

Le GPE a octroyé **467 millions de dollars** sous forme de **financements accélérés COVID-19** pour aider 66 pays à traverser la deuxième année de la pandémie.

L'Estonie, le Koweït, l'Arabie saoudite et la Fondation LEGO **ont rejoint le partenariat**.

Le GPE a approuvé de **nouveaux financements** pour un montant total de 740 millions de dollars.

Deux nouveaux instruments de financement innovants ont été lancés : le **GPE 1 : 1** et **SmartEd**, une initiative de financement intelligent de l'éducation (en partenariat avec le Groupe de coordination arabe).

Le Conseil d'administration du GPE a approuvé une **nouvelle structure pour ses comités** ainsi qu'une nouvelle politique d'évaluation et un cadre de résultats pour faciliter l'**exécution du GPE 2025**.

Son Excellence Jakaya Kikwete est devenu le nouveau président du Conseil d'administration du GPE et **Dr Susan Liautaud** en devient la vice-présidente.

L'Éducation à voix haute, le fonds du GPE pour le plaidoyer de la société civile, a approuvé 19 financements pour des activités dans 56 pays. Les bénéficiaires ont contribué à influencer 22 réformes politiques visant à promouvoir l'éducation au rang de droit humain fondamental dans 18 pays.

Publication de nouveaux guides sur le renforcement de l'efficacité des groupes locaux des partenaires de l'éducation et le suivi conjoint du secteur de l'éducation dans le contexte de la COVID-19.

Le **rapport sur les résultats 2021**, le dernier de la série de rapports sur le cadre de résultats du GPE 2020, illustre la contribution du partenariat à l'amélioration des résultats de l'éducation dans les pays partenaires.

Le **mécanisme de partage de connaissances et d'innovations du GPE** a financé des initiatives de recherche-action dans 32 pays et a rassemblé plus de 14 000 personnes lors d'évènements visant à promouvoir l'apprentissage.

La campagne de financement « Lève la main » s'est terminée par le **Sommet mondial sur l'éducation** qui s'est déroulé en ligne et en direct à Londres en juillet, sous l'égide du président du Kenya Uhuru Kenyatta et du premier ministre britannique Boris Johnson, et qui a permis de **récolter 4 milliards de dollars** pour le GPE 2025.

Des banques de développement, des fondations, des entreprises et des agences bilatérales et multilatérales ont mobilisé plus de **1,5 milliard de dollars** en cofinancement catalytique pour le **fonds à effet multiplicateur du GPE** et **l'Accélérateur de l'éducation des filles**.

Dix-neuf chefs d'État ont approuvé l'**appel à l'action pour un meilleur financement de l'éducation**, démontrant ainsi le profond engagement des pays partenaires à financer ce secteur.

LE GPE EN ACTION

QUI NOUS SOMMES

Le GPE est le principal partenariat multipartite pour l'éducation dans le monde, et le plus grand fonds consacré à la transformation du secteur de l'éducation dans les pays à faible revenu. Le partenariat intervient dans les régions où les besoins sont les plus pressants afin d'offrir une éducation de qualité pour que chaque enfant puisse avoir de l'espoir, des possibilités et des moyens d'agir.

Nous rapprochons les pays à faible revenu, les bailleurs de fonds, les organisations internationales, la société civile, y compris les organisations de jeunes et d'enseignants, le secteur privé et les fondations privées pour transformer les systèmes éducatifs dans 78 pays partenaires afin que chaque fille et chaque garçon, en particulier les jeunes marginalisés par la pauvreté, le déplacement ou le handicap, puissent bénéficier d'une éducation de qualité.

Pays partenaires du GPE

Pays et territoires éligibles

La liste complète des partenaires du GPE et des partenaires éligibles se trouve à l'adresse suivante :
https://www.globalpartnership.org/fr/where-we-work/partner-countries

Pour en savoir plus sur l'impact du GPE au Népal, reportez-vous à la page 11.



Pour en savoir plus sur l'impact du GPE au Tadjikistan, reportez-vous à la page 10.



Pour en savoir plus sur l'impact du GPE au Ghana, reportez-vous à la page 13.



Pour en savoir plus sur l'impact du GPE au Vanuatu, reportez-vous à la page 19.



Pour en savoir plus sur l'impact du GPE au Kenya, reportez-vous à la page 19.



Pour en savoir plus sur l'impact du GPE en Éthiopie, reportez-vous à la page 15.



TRANSFORMER L'ÉDUCATION



Punkaj Kumar Das porte son cahier devant l'école Shree Ram Narayan Ayodhaya à Pipra, dans le district de Mahottari, Népal.

GPE/Kelley Lynch

Les pays partenaires du GPE avaient attiré l'attention sur la nécessité de modifier radicalement le mode opératoire pour relever les défis du XXIe siècle, bien avant que la pandémie de COVID-19 ne se propage dans le monde. Ils plaidaient pour des actions concertées susceptibles de transformer les systèmes éducatifs et de produire des effets à l'échelle du système fondés sur le principe de ne laisser personne de côté.

En 2021, les perturbations sans précédent de l'éducation causées par la crise sanitaire se sont poursuivies dans les 76 pays partenaires du GPE, et 74 d'entre eux ont dû fermer leurs écoles. Les gouvernements ont réagi en déployant des initiatives novatrices et globales pour permettre aux enfants de poursuivre leur apprentissage et pour rouvrir les écoles en toute sécurité. Ces initiatives ont bénéficié de financements d'urgence COVID-19 pour un montant de 500 millions de dollars et ont été étayées par des données probantes générées par une coalition d'organisations grâce à un financement mondial axé sur l'apprentissage.

Malgré tout, les effets persistants de la pandémie, combinés aux pressions exercées par l'aggravation des effets du changement climatique, la croissance démographique et les conflits, ont mis les systèmes éducatifs à rude épreuve. Les pays partenaires du GPE enregistrent une érosion importante de l'apprentissage qui touche de manière disproportionnée les filles, les élèves en situation de handicap, les enfants déplacés et autres enfants marginalisés, qui risquent plus que tout autre de ne jamais retourner à l'école.

L'ampleur de la crise appelle des mesures urgentes et ambitieuses pour instaurer des systèmes éducatifs solides et résilients susceptibles de produire des résultats éducatifs à grande échelle et de résorber les inégalités systémiques. En 2021, le GPE a lancé une nouvelle stratégie, le plan stratégique GPE 2025, qui définit la manière dont le partenariat tirera parti de ses atouts et de ses méthodes de travail uniques — ses alliances, ses compétences spécialisées et ses ressources financières — pour aider les gouvernements à opérer les changements en profondeur et à grande échelle qui sont nécessaires pour offrir une éducation de qualité à l'ensemble des enfants, et des adolescents.

MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS DES PAYS

En 2021, le GPE a lancé une approche plus ciblée pour aider les pays partenaires à transformer leurs systèmes éducatifs. Cette approche, qui s'appuie sur l'expérience acquise au cours des cinq dernières années, s'attache à tirer pleinement parti du partenariat en rassemblant un large éventail d'acteurs afin d'identifier les réformes prioritaires — celles qui sont davantage susceptibles de catalyser la transformation des systèmes éducatifs — et en alignant les partenaires, les ressources et l'expertise sur les efforts déployés au niveau national pour concrétiser ces changements à grande échelle. Le GPE propose également aux pays différentes solutions de financement plus flexibles, adaptées à leurs besoins et à leurs priorités, de manière à accélérer le rythme de ces transformations.



L'approche suivie par le GPE pour transformer l'éducation, dans le cadre de cette nouvelle stratégie, comporte trois étapes. Dans un premier temps, le GPE s'appuie sur les compétences et la portée du partenariat et rassemble une large palette d'intervenants au niveau national afin d'aider les gouvernements à évaluer et à diagnostiquer les points de blocage et les difficultés rencontrées dans le secteur de l'éducation. L'égalité des genres occupe une place centrale dans ces discussions. La seconde étape consiste à hiérarchiser les réformes du système éducatif qui permettront de promouvoir l'inclusion,

PROJET PILOTE DU GPE 2025 AU TADJIKISTAN

Le Tadjikistan a adopté les nouvelles approches de la stratégie GPE 2025 pour promouvoir une éducation de qualité et inclusive, en capitalisant sur les progrès notables qu'il a enregistrés en matière de scolarisation et de parité entre les sexes. En 2021, le gouvernement, les bailleurs de fonds et les organisations de la société civile se sont réunis pour définir une vision commune de la transformation du système éducatif. Ils ont convenu de mettre l'accent sur la mise en œuvre d'un nouveau programme d'études, réforme prioritaire pour opérer une transformation à grande échelle. Ces échanges ouverts ont mis l'accent sur une approche davantage ciblée et concertée privilégiant l'égalité des genres, les données, l'apprentissage et l'adaptation.



Élève en train de lire en classe, district de Ridaki, Tadjikistan.

GPE/Carine Durand

la qualité et l'efficacité de l'éducation, et à aligner les ressources et les partenaires sur ces efforts. Ces éléments seront présentés dans un pacte de partenariat détaillé. La troisième étape qui couvre la mise en œuvre du pacte de partenariat est assortie d'un soutien permanent pour garantir la disponibilité des données et assurer un suivi ciblé des résultats de manière à pouvoir guider les progrès, assurer la redevabilité et procéder à des ajustements.

En 2021, six pays — El Salvador, le Kenya, le Népal, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, et le Tadjikistan — ont accepté de mettre à l'essai cette nouvelle méthode de travail. Leurs expériences ont apporté un éclairage précieux sur la manière dont cette approche pouvait aider à mieux évaluer les systèmes éducatifs, à identifier les obstacles et à hiérarchiser les domaines de réforme, mais aussi à proposer un apprentissage équitable pour les filles et les garçons.

Les pays pilotes utiliseront ensuite ce processus pour élaborer un pacte de partenariat et orienter les partenaires et les ressources vers les domaines qui présentent les besoins les plus pressants et le plus grand potentiel de transformation. Le GPE les soutient en leur proposant un ensemble plus ciblé de financements. Certains financements, tels que le fonds à effet multiplicateur, le GPE 1 : 1 et l'Accélérateur de l'éducation des filles, donnent aux pays de nouveaux outils pour attirer des cofinancements et des investissements provenant d'autres sources, notamment des fondations philanthropiques et des banques de développement, afin de financer leurs plans d'éducation.

D'autres ressources essentielles à la transformation du système éducatif viennent renforcer ces différentes aides financières, notamment le mécanisme de partage de connaissances et d'innovations (KIX), qui permet de combiner les compétences, les innovations et les connaissances des partenaires du GPE, L'Éducation à voix haute, qui cherche à faciliter l'engagement civique, et les initiatives de renforcement des capacités telles que la Table ronde sur les solutions aux problèmes de données dans l'éducation.

PROJET PILOTE DU GPE 2025 AU NÉPAL

Le Népal qui poursuit l'adaptation de son système éducatif à la structure de gouvernance fédérale récemment décentralisée a mis en avant les principes d'inclusion et d'engagement qui sont au cœur de la stratégie du GPE 2025. Les collectivités locales assument désormais une plus grande responsabilité en matière d'éducation de base. Les activités menées par le Népal en collaboration avec le GPE lui ont permis d'améliorer ses processus consultatifs auprès des administrations locales, qui s'efforcent de recenser les questions et les priorités liées au genre dans tout le pays, afin notamment de garantir la protection de tous les élèves contre la violence.



Barsha Kumari Pashawal et sa meilleure amie Chandni, Népal.

GPE/Kelley Lynch

RÉPONSE DU GPE À LA COVID-19

La pandémie de COVID-19 a aggravé la crise mondiale de l'éducation en exacerbant les inégalités et les risques existants, et laissant derrière elle toute une génération marquée par la perte d'apprentissage et l'exclusion.

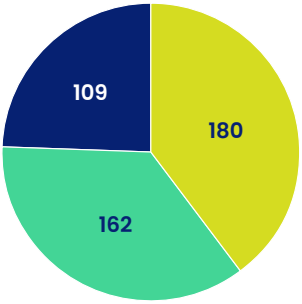
Les financements accélérés COVID-19 accordés par le GPE, pour un total de 500 millions de dollars, ont donné aux pays partenaires les ressources nécessaires pour adapter leurs systèmes éducatifs et empêcher que cette crise ait des répercussions encore plus graves sur l'apprentissage des élèves. Les financements COVID-19 du GPE, qui viennent s'ajouter aux financements initiaux de soutien à la planification versés, par l'intermédiaire de l'UNICEF, à 87 pays en avril 2020, ont concerné 66 pays partenaires en 2021, et ont bénéficié à 355 millions de garçons et de filles.

Les pays partenaires ont utilisé ces financements d'urgence pour élaborer et déployer des initiatives d'apprentissage à distance conçues pour atteindre le plus grand nombre d'enfants et prévenir les pertes d'apprentissage. Ils ont pour la plupart distribué des documents imprimés, élaboré des programmes éducatifs à la radio et à la télévision et, lorsque les écoles ont rouvert, formé les enseignants à dispenser des programmes accélérés pour aider les élèves à rattraper leurs retards. Les pays partenaires se sont également servis du soutien du GPE pour équiper les écoles afin qu'elles puissent rouvrir en toute sécurité après leur fermeture.

Les pays partenaires ont ciblé leur soutien sur les filles et les garçons les plus vulnérables, notamment les enfants vivant dans les zones rurales, les enfants en situation de handicap et les enfants issus des ménages les plus démunis. La plupart ont ainsi distribué des kits d'hygiène et d'assainissement, fourni des repas scolaires et apporté leur soutien à des programmes psychosociaux. Les financements du GPE devaient permettre d'identifier des interventions tenant compte de la dimension de genre. C'est pourquoi les fonds du GPE ont servi à soutenir des campagnes de sensibilisation auprès de la population afin d'atténuer les risques accrus de violence sexiste, d'abus sexuels, de violence et de grossesse auxquels étaient confrontées les filles pendant la fermeture des écoles, et à lancer des campagnes pour inciter les élèves à retourner à l'école qui ciblaient plus particulièrement les filles.

Le GPE a par ailleurs octroyé 25 millions de dollars, dans le cadre d'une initiative conjointe avec l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale, afin d'encourager une collaboration plus étroite entre les défenseurs de l'éducation à l'échelle mondiale et de promouvoir la mise en œuvre de réponses régionales et mondiales à la crise et le partage des connaissances acquises. En 2021, cette initiative a permis l'élaboration d'une plateforme d'apprentissage en ligne connectant 6 millions d'élèves et 200 000 enseignants dans 11 pays d'Afrique. En Asie, la coalition a contribué à la publication de 800 supports d'apprentissage conçus spécifiquement pour les enfants en situation de handicap dans huit pays et disponibles dans une bibliothèque numérique afin qu'ils puissent continuer à apprendre lorsque l'enseignement se dispense en ligne.

ALLOCATIONS DES FINANCEMENTS ACCÉLÉRÉS COVID-19 PAR CATÉGORIE (USD, MILLIONS)



LES FINANCEMENTS APPUIENT LA RIPOSTE DES PAYS PARTENAIRES DANS LES DOMAINES SUIVANTS :

- Équité : programmes d'hygiène et de soutien psychosocial, donnant la priorité aux garçons et aux filles les plus vulnérables, y compris les enfants handicapés.
- Apprentissage : initiatives d'enseignement à distance, fourniture de matériel pédagogique, soutien aux enseignants dans le cadre de programmes d'enseignement à distance et de cours de rattrapage accéléré.
- Résilience du système et réouverture des écoles : préparer la réouverture en veillant à ce que les élèves et les enseignants puissent y retourner en toute sécurité.



Trois filles lisent ensemble, Ghana.

Worldreader

FAIRE FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19 ET RETOURNER À L'ÉCOLE AU GHANA

Au Ghana, 9,2 millions d'enfants ont été touchés par la fermeture des écoles. Les pouvoirs publics ont dû résoudre le problème immédiat d'aider les enfants à poursuivre leur instruction malgré la fermeture des écoles, tout en cherchant comment rattraper le temps d'apprentissage perdu et garantir la sécurité des élèves au moment de la reprise des cours en présentiel.

Le GPE a apporté son soutien en accordant un financement de 15 millions de dollars visant à assurer la continuité de l'apprentissage pendant la pandémie et à renforcer la résilience en cas de chocs futurs ; ce financement a été complété par un autre financement de 24,4 millions de dollars en faveur du projet GALOP (Ghana Accountability for Learning Outcomes), qui met l'accent sur le renforcement de l'apprentissage dans les écoles les moins performantes.

Le financement octroyé en réponse à la COVID-19 a contribué à l'élaboration de plus de 1 640 cours diffusés à la radio et à la télévision, ainsi que d'autres matériels d'apprentissage à distance distribués et déployés pendant la crise. Le gouvernement a également utilisé ce financement du GPE pour mettre à disposition 3 000 tablettes préalablement chargées de contenu éducatif pour 28 écoles spécialisées accueillant 7 070 élèves en situation de handicap.

Lorsque les écoles ont réouvert au début de l'année 2021, plus de 70 000 enseignants travaillant dans 10 000 établissements participant au projet GALOP ont pu s'appuyer sur de nouvelles formations pour dispenser des cours de rattrapage et des cours accélérés adaptés aux élèves peu performants ou susceptibles de le devenir.

MAINTENIR L'ÉDUCATION DANS LES SITUATIONS DE CONFLIT ET DE FRAGILITÉ

Le plan stratégique GPE 2025 vise à faciliter la transformation des systèmes et à répondre aux besoins spécifiques de chaque pays partenaire. Le soutien aux pays touchés par la fragilité et les conflits constitue une des grandes priorités de cette stratégie, qui reconnaît que les enfants de ces pays sont plus susceptibles de ne pas être scolarisés et sont donc davantage menacés par la perte d'apprentissage. Les écoles sont souvent détruites ou deviennent dangereuses pendant les conflits et les catastrophes, et les enfants et les enseignants peuvent être déplacés de force. Les crises aggravent les inégalités, en particulier pour les filles.

En 2021, 34 pays partenaires du GPE se trouvaient en situation de conflit ou de fragilité, et 65 % des nouveaux financements leurs ont été attribués. Dans les situations de crise, le GPE a pour rôle de soutenir durablement le gouvernement et ses partenaires pour qu'ils puissent s'organiser, réagir et se rétablir en favorisant l'alignement et la coordination, en renforçant les capacités, en maintenant la continuité des services éducatifs et en améliorant la prestation du système éducatif pour qu'il soit plus efficace, réactif et inclusif.

Au **Yémen**, le GPE a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement et les partenaires de développement pour maintenir l'accès à l'éducation et empêcher l'effondrement du système tout au long des huit années de conflit. Depuis 2015, les interventions du GPE ont bénéficié à plus de 4 millions d'enfants. Les financements octroyés par le GPE ont facilité la formation de 180 000 enseignants, le recrutement de 2 000 nouvelles enseignantes dans les zones rurales, le soutien à 7 000 écoles au travers de petits financements ainsi que la réhabilitation de 100 écoles endommagées ou détruites lors des combats. En 2021, un nouveau financement de 50 millions de dollars a été mis en œuvre pour renforcer la résilience du secteur de l'éducation. Il s'agissait notamment de faciliter l'apprentissage à distance, de faire en sorte que les enfants disposent d'enseignants formés et d'espaces d'apprentissage sûrs, ainsi que de répondre à leurs besoins fondamentaux, en finançant par exemple les repas scolaires.

Depuis la prise du pouvoir par les Talibans en **Afghanistan** en août 2021, le GPE collabore avec des partenaires humanitaires et de développement pour éviter l'effondrement d'un système éducatif déjà fragile et préserver le droit à l'éducation de millions des filles et des garçons afghans. En octobre 2021, le GPE a organisé une consultation auprès de ses partenaires sur les possibilités de poursuivre son action dans le pays. À la suite de cette réunion, les partenaires ont invoqué, fin 2021, le Cadre opérationnel du GPE pour un appui efficace aux États fragiles et touchés par un conflit et ont mis au point début 2022 le Cadre transitoire du secteur de l'éducation en Afghanistan. Le GPE a également contribué au plan de réponse humanitaire pour l'Afghanistan qui vise à donner aux garçons et aux filles non scolarisés la possibilité de s'instruire dans des centres d'apprentissage communautaires, sans l'intervention de l'État.

Au **Mali**, le GPE soutient le secteur de l'éducation en combinant différents financements conçus pour répondre aux besoins urgents tout en poursuivant des objectifs à long terme. Un financement accéléré contribue à répondre aux besoins des enfants touchés par le conflit et l'instabilité dans les régions du nord. Par ailleurs, un nouveau programme d'éducation de base, cofinancé avec l'Association internationale de développement (IDA), a été lancé en 2021 afin de renforcer la résilience du système éducatif et de résoudre les principales difficultés, notamment le faible taux de scolarisation et le taux élevé d'abandon scolaire chez les filles.



L'enseignante Serawork Melaku travaille sur un puzzle avec Bemenet, 12 ans, à l'école primaire Felege Abar à Bahar Dar, Éthiopie.

GPE/Kelley Lynch

SOUTIEN DU GPE AUX RÉFUGIÉS EN ÉTHIOPIE

Troisième pays d'accueil de réfugiés en Afrique, l'Éthiopie compte plus de 800 000 réfugiés provenant principalement de pays voisins : le Soudan du Sud, la Somalie, l'Érythrée et le Soudan. Le pays a adopté le Cadre d'action global pour les réfugiés en 2016 et, en 2019, a pris des dispositions pour permettre aux réfugiés de bénéficier d'une éducation préscolaire et primaire. En 2021, le pays a utilisé un financement de 20 millions de dollars du fonds à effet multiplicateur du GPE, assorti d'un cofinancement de la Banque mondiale et du Danemark, pour lancer un programme d'intégration des réfugiés doté de 80 millions de dollars ciblant les régions d'Afar, de Benishangul-Gumuz, de Gambela, de Somali et du Tigré. Ce programme contribue à la réalisation de l'objectif à long terme visant à intégrer les enfants réfugiés dans le système national en dispensant des cours aux réfugiés et aux communautés d'accueil dans les mêmes écoles, tout en mettant l'accent sur l'équité, et plus particulièrement sur les obstacles et les défis auxquels sont confrontées les filles.

ÉGALITÉ DES GENRES



Une jeune élève en classe, Tadjikistan.

GPE/Carine Durand

Une transformation en profondeur du secteur de l'éducation implique que tous les enfants, quel que soit leur genre, puissent bénéficier d'une éducation de qualité. Les stratégies doivent tenir compte des expériences sexospécifiques et répondre aux besoins spécifiques des filles et des garçons pour les aider à surmonter les difficultés rencontrées, comme la distance à parcourir pour se rendre à l'école, les normes et pratiques culturelles, l'hygiène scolaire, la violence sexiste, le travail des enfants et le mariage précoce.

Le plan stratégique GPE 2025 fait de l'égalité des genres dans l'éducation un objectif explicite et intègre ce principe à tous les niveaux des opérations, de la direction et des activités de plaidoyer du GPE. Au niveau national, le GPE veille à ce que ses partenaires appliquent une approche soucieuse de la dimension de genre à chaque étape de la transformation du système, qu'il s'agisse d'examiner les goulets d'étranglement systémique sur ces questions, d'identifier dans les pactes de partenariat la manière dont les différentes parties prenantes et les réformes prioritaires permettront de promouvoir l'égalité des genres, de veiller à ce que les stratégies soient ajustées en fonction des données recueillies grâce aux diagnostics réalisés sur ces questions, ou de suivre les résultats obtenus en la matière.

L'élaboration du pacte de partenariat par un pays s'accompagne systématiquement d'une réflexion sur la manière dont ce dernier permettra d'accélérer les progrès vers l'égalité des genres, compte tenu des difficultés et des opportunités propres à chaque contexte. Le GPE mobilise et met en adéquation les financements, les compétences techniques et les partenariats nécessaires à la réalisation de cet objectif. Le GPE peut également accorder aux gouvernements des financements consacrés spécifiquement à la promotion de l'égalité des genres. Les pays peuvent, depuis 2021, utiliser un financement pour le renforcement des capacités du système afin de renforcer la planification et l'élaboration de politiques sensibles au genre, notamment en réalisant des analyses du système éducatif qui tiennent compte des disparités entre les sexes, en identifiant les obstacles sexospécifiques et en élaborant des politiques, des plans et des budgets pour lutter contre ces inégalités. Le GPE a également mis en place l'Accélérateur de l'éducation des filles, (voir encadré page 18) qui permet aux pays d'obtenir des fonds supplémentaires pour appuyer les efforts déployés afin de réduire les disparités entre les garçons et les filles.

SUR LE TERRAIN : ÉLIMINER LES INÉGALITÉS ENTRE LES GENRES

Le GPE collabore avec les gouvernements, les bailleurs de fonds, les organisations de la société civile, les fondations et d'autres partenaires, et participe à la suppression des disparités entre les genres en utilisant des solutions adaptées au contexte. Les stratégies adoptées pour lutter contre ces inégalités consistent notamment à améliorer la collecte de données, à mener des campagnes de sensibilisation auprès de la population, à construire des écoles plus proches des communautés afin de réduire les risques d'agression pour les filles, à allouer des ressources pour la gestion de l'hygiène menstruelle, à accorder un soutien et des incitations pour maintenir les garçons et les filles à l'école et à éliminer du matériel d'apprentissage toute référence à des stéréotypes nuisibles.

El Salvador s'efforce, dans le cadre des engagements pris au titre du GPE 2025, de parvenir à l'égalité des genres dans l'éducation des jeunes enfants de façon à lutter contre des normes sociales discriminatoires qui empêchent les filles de recevoir une éducation et les exposent à la violence sexiste, un enjeu majeur de la société. En **République démocratique du Congo**, la stratégie du GPE qui encourage une participation plus inclusive a amené différents partenaires à examiner comment l'amélioration des données et la coordination entre les partenaires qui soutiennent les initiatives nationales permettraient d'accélérer la réalisation des objectifs de la stratégie nationale pour l'éducation des filles.

Face au nombre croissant de situations d'urgence dans le monde, le plaidoyer mené par le GPE en 2021 en faveur de l'égalité des genres s'est attaché à souligner la dimension politique que revêt l'éducation des filles et à en faire une stratégie essentielle pour permettre aux générations actuelles et futures de faire face aux problématiques mondiales comme les conflits, le changement climatique, la santé et la nutrition. La campagne « Lève la main » a permis au GPE de renforcer ses partenariats et de faire campagne aux côtés de la société civile, des agences multilatérales, des bailleurs de fonds, des gouvernements et des jeunes leaders, dans le cadre de rencontres à l'échelle mondiale et régionale, de réunions ministérielles et au travers des réseaux sociaux.

L'ACCÉLÉRATEUR DE L'ÉDUCATION DES FILLES

En 2021, le GPE a lancé l'Accélérateur de l'éducation des filles, un guichet de financement doté de 250 millions de dollars, qui accorde un soutien supplémentaire aux pays qui se sont engagés dans leur pacte de partenariat à faire de l'égalité des genres et de l'éducation des filles une priorité pour la transformation de leur système. Aujourd'hui, 30 pays dans lesquels l'éducation des filles reste particulièrement à la traîne peuvent prétendre à ce financement supplémentaire, qui peut venir compléter le financement pour la transformation du système et le fonds à effet multiplicateur du GPE. L'Accélérateur de l'éducation des filles peut servir à financer des interventions qui ont fait leurs preuves et qui visent à éliminer les obstacles à l'éducation des filles, tant au niveau des systèmes éducatifs (notamment par la formation des enseignants à la prévention des abus et du harcèlement sexuels) que, plus largement, au niveau des populations (dans le cadre de campagnes de sensibilisation par exemple). L'Accélérateur de l'éducation des filles constitue ainsi non seulement une solution de financement innovante et efficace pour aider à surmonter les obstacles liés au genre, mais il agit également comme un catalyseur en faisant de l'égalité des genres une priorité urgente pour les réformes de l'éducation.



Une enseignante au tableau à l'école primaire de Nyamachaki dans le comté de Nyeri, Kenya.

GPE/Kelley Lynch

FORMATION ET MENTORAT DES ENSEIGNANTS AU KENYA

Au Kenya, le GPE a joué un rôle déterminant en appuyant la décision du gouvernement d'adopter un programme scolaire axé sur les compétences, qui privilégie les aptitudes des enfants plutôt que leurs connaissances. Ce projet s'est appuyé sur le lancement du système d'information pour la gestion de l'éducation nationale visant à améliorer l'efficacité, la redevabilité et la transparence. La baisse de 70 % du coût des manuels scolaires, réalisée en améliorant l'efficacité du processus d'achat et de distribution, ainsi que la parité au niveau du taux de scolarisation des filles et des garçons, témoignent du succès de cette initiative. Le GPE a également appuyé la formation de 102 000 enseignants à des méthodes novatrices essentielles pour permettre à tous les enfants kényans de bénéficier d'une éducation de qualité, quel que soit leur lieu de résidence ou leur situation familiale. Il s'agissait notamment d'insister sur le mentorat des enseignants, qui permet à chaque éducateur de faire appel à un réseau de pairs et de superviseurs pouvant les aider à résoudre des difficultés à l'avenir. Le Kenya participe également au Programme de sensibilisation à l'éducation des filles et au Programme de leadership en matière de données sur l'éducation, tous deux lancés en 2021 (voir page 22).

RÉPONSE AUX CATASTROPHES AU VANUATU

Le Vanuatu s'est appuyé sur le soutien du GPE pour mettre en place des plans d'intervention d'urgence comprenant des guides à l'intention des enseignants et des parents, ainsi que du matériel destiné aux élèves pour être utilisé dans le cadre de l'enseignement à la maison. Près de 900 écoles ont été entièrement ou partiellement détruites par le cyclone Harold en avril 2020, touchant près de 51 000 élèves et 2 400 enseignants. En 2021, le GPE avait octroyé plus de 4 millions de dollars de financements d'urgence à la fois aux efforts de redressement à la suite du cyclone et pour la réponse éducative du pays face à la COVID-19, aidant à reconstruire et à améliorer des dizaines d'écoles tout en créant du matériel pédagogique pour l'école à la maison conçus pour être accessibles à tous les enfants, quelles que soient leurs capacités.



Un élève en classe à l'école FresWota, Vanuatu.

GPE/Arlene Bax

AGIR ENSEMBLE POUR PROMOUVOIR LE CHANGEMENT



Des élèves lisent à l'école Hidassie à Addis-Abeba, Éthiopie.

GPE/Midastouch

Le GPE qui constitue le plus grand partenariat mondial multipartite pour l'éducation, permet aux gouvernements de bénéficier de l'expertise d'un éventail de plus en plus large d'acteurs internationaux et nationaux afin de produire des changements en profondeurs. Il s'agit notamment des banques multilatérales de développement, des organisations et fondations philanthropiques privées, des bailleurs de fonds et des agences des Nations Unies, de la société civile et des entreprises. En 2021, il a forgé de nouvelles alliances et obtenu des engagements pour accroître le soutien aux pays partenaires.

La Banque asiatique de développement, qui a rejoint le partenariat en 2021 aux côtés de la Banque islamique de développement et de la Banque interaméricaine de développement, s'est immédiatement engagée à doubler son soutien aux programmes d'éducation pour le porter à 10 % du montant total de ses engagements d'ici 2024. La Banque interaméricaine de développement a également obtenu le statut d'agent partenaire, ce qui signifie qu'elle peut accompagner les pays partenaires du GPE en Amérique latine à planifier, recevoir et orienter les financements du GPE vers les priorités de l'éducation.

Le Sommet RewirEd organisé en décembre 2021, a été l'occasion pour le GPE et le Groupe de coordination arabe - qui regroupe des institutions de développement financier de toute la région - de lancer l'initiative SmartEd, une initiative de financement intelligent de l'éducation qui a permis de mobiliser un demi-milliard de dollars de financements innovants pour l'éducation dans 37 pays de l'Organisation de coopération islamique, dans lesquels 28 millions d'enfants ne sont pas scolarisés.

Le GPE a en outre travaillé avec des fondations philanthropiques à la recherche de solutions innovantes pour renforcer les secteurs éducatifs des pays partenaires. Il les a associées aux initiatives menées au niveau national et international en matière de politique éducative et leur a permis de consolider leur expérience dans divers domaines, notamment le plaidoyer, l'assistance technique, l'évaluation, la planification et le financement. La fondation LEGO, la fondation Open Society et Dubaï Cares ont accordé 13,5 millions de dollars à

différentes initiatives soutenues par le GPE, notamment le mécanisme de partage de connaissances et d'innovations (encadré page 23) et l'Accélérateur de l'éducation des filles (encadré page 18). Les engagements de cofinancement enregistrés au cours de ce Sommet se sont quant à eux élevés à 101,5 millions de dollars.

En 2021, le GPE a également lancé le financement GPE 1 : 1 visant à doubler les investissements philanthropiques éligibles des entreprises ou des fondations dans les pays partenaires. Les entreprises et les fondations peuvent mobiliser ce mécanisme de contrepartie de deux manières : dans le cadre du fonds à effet multiplicateur du GPE ou en contribuant à l'Accélérateur de l'éducation des filles.

Le GPE aide de plus en plus les pays partenaires à bénéficier de l'expertise des entreprises. Le programme de sensibilisation à l'éducation des filles du GPE permet de mettre à profit le savoir-faire d'entreprises nationales et internationales dans les domaines de la communication, du marketing et du plaidoyer pour accompagner les initiatives gouvernementales visant à promouvoir l'égalité des genres au Ghana, au Kenya et au Zimbabwe, en lançant des campagnes de communication destinées à lutter contre les normes sociales préjudiciables à l'éducation des filles. Le programme de leadership en données sur l'éducation invite les entreprises partenaires à faire profiter les ministères de l'Éducation de leur expertise dans le domaine des données. Neuf des entreprises présentes au Sommet mondial sur l'éducation en 2021 - Microsoft, Intel, IBM, Cisco, HP, Avanti Communications, Ecobank, Econet et Price Waterhouse Cooper - ont apporté des contributions en nature d'une valeur de 6,3 millions de dollars à ces initiatives.

Les organisations de la société civile et de nouveaux jeunes leaders ont également été des alliés de premier plan dans la campagne de reconstitution des ressources « Lève la main » et lors du Sommet mondial sur l'éducation. Ils ont apporté leur soutien pour mettre en avant l'urgence de la réforme de l'éducation et obtenir les ressources nécessaires à sa mise en œuvre. Les partenaires de la société civile, dont ActionAid, le Forum des éducatrices africaines (FAWE), le Secrétariat de la Campagne mondiale pour l'éducation et ses secrétariats régionaux, le Fonds Malala, ONE, Oxfam, Plan International, Résultats et Save the Children, ont appuyé la campagne #LeveLaMain par des actions de plaidoyer et de sensibilisation, notamment sur les médias sociaux. Le Programme alimentaire mondial a assisté à sa première réunion du Conseil d'administration du GPE en 2021, rejoignant ainsi l'UNESCO, l'UNICEF, le HCR, la Banque mondiale et la Banque islamique de développement, renforçant encore les partenaires onusiens et multilatéraux du GPE.

L'ÉDUCATION À VOIX HAUTE

Le financement du fonds L'Éducation à voix haute par le GPE, en partenariat avec Oxfam IBIS, a permis à la société civile de poursuivre ses activités et d'exercer une certaine influence sur les politiques éducatives pour que celles-ci répondent davantage aux besoins des populations, en particulier ceux des familles défavorisées et marginalisées. En 2021, L'Éducation à voix haute a approuvé 19 financements pour soutenir des activités dans 56 pays. Les bénéficiaires de ces financements ont réussi à peser sur 22 réformes pour promouvoir l'éducation au rang de droit humain fondamental dans 18 pays.

Les coalitions de l'éducation de 18 pays, financées par L'Éducation à voix haute, ont participé aux politiques éducatives élaborées en réponse à la crise de COVID-19 afin que les élèves puissent continuer à apprendre malgré la crise persistante. Un cinquième des organisations bénéficiant de financements de L'Éducation à voix haute ont mis l'accent sur l'éducation des filles et l'égalité des genres, ainsi que sur les droits à l'éducation des mères adolescentes. Des recherches menées sur le niveau d'éducation des filles en Tanzanie ont permis de faire évoluer les politiques publiques pour permettre aux mères adolescentes de retourner à l'école.

L'Éducation à voix haute œuvre par ailleurs en étroite collaboration avec les ministères de l'Éducation pour garantir la transparence et la responsabilité de la conception et de la mise en œuvre des plans d'éducation. Au Libéria, le partenariat établi avec le ministère de l'Éducation permet d'améliorer l'accès et la disponibilité de données désagrégées sur l'éducation des filles afin de soutenir la mise en œuvre de la politique nationale sur l'éducation des filles. Au Pakistan, des données et des preuves sont produites pour suivre les plans d'éducation du gouvernement et leur financement aux niveaux des provinces, des districts et des collectivités locales. Aux Philippines, le fonds soutient des groupes d'éducation pour qu'ils suivent les stratégies d'éducation pendant la pandémie. Les bénéficiaires de ces financements sont aussi nombreux à entreprendre des recherches et des actions de renforcement des capacités pour le plaidoyer sur le financement national de l'éducation.

En septembre 2021, le Conseil d'administration du GPE a approuvé le versement de 17,3 millions de dollars supplémentaires pour soutenir le travail de 60 coalitions nationales de la société civile pendant deux années supplémentaires, portant ainsi le montant total des fonds disponibles pour les activités de L'Éducation à voix haute à 72,8 millions de dollars.

MÉCANISME DE PARTAGE DE CONNAISSANCES ET D'INNOVATIONS DU GPE (KIX)

Le KIX encourage la production et le partage d'idées sur les solutions permettant d'améliorer les systèmes éducatifs, en connectant plus de 60 pays partenaires du GPE, en les soutenant par des financements et en renforçant les capacités pour développer l'innovation. Ce mécanisme met les pays partenaires en relation à l'aide de pôles régionaux : un en Amérique latine et dans les Caraïbes, deux en Afrique et un en Europe, en Asie et dans le Pacifique. Le KIX alloue également des financements pour la recherche-action, axée sur des domaines thématiques choisis par les pays partenaires, notamment l'apprentissage et le développement des jeunes enfants, l'égalité des genres et l'inclusion sociale, l'enseignement et l'apprentissage, et les solutions aux problèmes de données dans l'éducation. Le Centre de recherches pour le développement international, qui agit également en tant qu'agent partenaire, cofinanceur et partenaire gère ces pôles et leurs financements.

En 2021, le KIX a notamment réalisé :

- L'Observatoire du KIX sur les réponses à la COVID-19 dans les systèmes éducatifs en Afrique, développé raison de la pandémie, a permis de partager des informations provenant de 40 pays africains sur les réponses politiques et concrètes à la COVID-19 alors que les autorités publiques s'efforçaient de maintenir la continuité pédagogique et de rouvrir les écoles.
- Les pôles et l'Observatoire du KIX ont animé 76 activités de partage de connaissances en 2021, auxquelles ont participé plus de 5 000 personnes, et les financements alloués par le KIX ont permis de soutenir 322 événements regroupant plus de 9 100 parties prenantes.
- Le KIX a octroyé plus de 20 millions de dollars à travers 22 financements régionaux destinés à des initiatives de recherche-action dans 32 pays.
- Le KIX mobilise également le soutien d'autres acteurs. Il s'est notamment associé à la Fondation LEGO dans le cadre d'un projet de 3 millions de dollars visant à stimuler les activités d'apprentissage des jeunes enfants dans 11 pays africains anglophones.

UN PARTENARIAT D'APPRENTISSAGE



Mariama, élève à l'école secondaire de filles Freetown.

GPE/Ludovica Pellicioli

Les pays partenaires du GPE tirent parti des données probantes et de l'expérience acquise au cours des 20 années passées par le partenariat à soutenir les réformes de l'éducation. Tout au long de l'année 2021, le partenariat a poursuivi la collecte et le partage d'informations, et le renforcement de ses capacités en matière de suivi stratégique, d'évaluation et d'apprentissage, notamment en améliorant le cadre de suivi et d'évaluation.

Au niveau national, le GPE a continué à mettre l'accent sur le soutien à l'apprentissage et à l'intégration des données dans la stratégie de transformation des systèmes des pays, afin de renforcer leur capacité à adapter leurs stratégies à la lumière des nouvelles informations.

Les examens de suivi et d'évaluation publiés en 2021 ont essentiellement porté sur l'efficacité de la riposte du GPE à la crise de la COVID-19, et sur son objectif de mobiliser davantage d'investissements en faveur de la transformation des systèmes éducatifs de la part de bailleurs de fonds, qui n'y auraient peut-être pas contribué en l'absence de fonds du GPE.

Le GPE a publié une évaluation en 2021 confirmant que les mesures rapides prises par le partenariat pour faire face à la pandémie, évaluées à un demi-milliard de dollars, étaient suffisamment complètes et permettaient d'atteindre les objectifs fixés et d'apporter un soutien approprié aux pays partenaires. Les résultats d'une étude menée en 2021 sur le fonds à effet multiplicateur montrent que ce guichet de financement novateur a non seulement réussi à attirer des financements provenant d'autres sources, mais aussi à accélérer le financement et à stimuler les réformes politiques. En 2021, le GPE a également publié le rapport final décrivant les cinq années de progrès réalisés par les pays dans le cadre du GPE 2020 (voir encadré ci-dessous).

RAPPORT SUR LES RÉSULTATS DU GPE

Le Rapport sur les résultats 2021 du GPE est le dernier rapport annuel sur les résultats du Plan stratégique du GPE pour la période 2016-2020 (GPE 2020). Il souligne le travail réalisé par le partenariat au cours de cette période, ainsi que sa réaction rapide face à la pandémie de COVID-19.

- 32,7 millions d'élèves ont bénéficié de financements du GPE, parmi lesquels 24,2 millions vivent dans des pays partenaires touchés par un conflit ou dans des situations de fragilité.
- Le taux d'achèvement de l'enseignement primaire est passé de 72 % en 2015 à 76 % en 2020 ; le taux d'achèvement du premier cycle du secondaire est passé de 49 % à 53 % au cours de la même période.
- 68 % des pays en 2020 ont consacré au moins 20 % de leurs dépenses publiques à l'éducation, contre 64 % en 2015.
- 48 % des pays partenaires ont réalisé des évaluations des acquis scolaires de qualité en 2020, contre 40 % en 2015.

Pour de plus amples informations, consultez le Rapport sur les résultats 2021.



Mimi (photo) a apparaît dans la vidéo de la campagne « Lève la main », visionnée plus d'un million de fois par plus de 800 000 personnes à travers le monde.

GPE



En octobre 2020, le GPE a lancé « Lève la main. Financer l'éducation », une campagne de neuf mois visant à soutenir l'éducation dans le monde. Cette campagne avait pour objectif de mobiliser le soutien d'un éventail de plus en plus large de partenaires, en faisant de l'éducation une priorité absolue pour la communauté internationale, à l'heure où la pandémie, l'incertitude économique, les conflits et le changement climatique mobilisent l'attention du monde entier.

La campagne s'est clôturée avec le Sommet mondial sur l'éducation en juillet 2021. Organisé conjointement par le Premier ministre britannique Boris Johnson et le Président Kenyan Uhuru Kenyatta, cet événement de deux jours, en ligne et en présentiel, a rassemblé des dirigeants de gouvernements, d'entreprises, fondations privées et banques de développement qui se sont engagés à financer l'éducation des enfants dans les pays les plus pauvres du monde.

Dans un contexte de crise de l'éducation provoquée par la pandémie, ce sommet a été l'occasion pour la communauté internationale de se réunir et de s'engager en faveur d'une éducation de qualité pour toutes les filles et tous les garçons. Les promesses de contributions des bailleurs de fonds tout au long de la campagne ont permis

de réunir la somme record de 4 milliards de dollars (voir encadré ci-dessous), y compris la promesse de contribution des dirigeants du G7 pour un financement intégral du GPE. Quatre nouveaux bailleurs de fonds ont également rejoint le partenariat.

Les pays partenaires du GPE se sont ralliés à l'Appel à l'action pour le financement de l'éducation (voir encadré, page 29) mené par le président Kenyatta, et se sont engagés à consacrer au moins 20 % de leurs budgets nationaux à l'éducation, autrement dit de consacrer 196 milliards de dollars à l'éducation d'ici 2025.

Le sommet a également vu un nombre sans précédent d'engagements de la part d'entreprises, de fondations privées et de banques de développement, qui, avec une série de partenaires, ont mobilisé plus d'un milliard de dollars en faveur d'instruments de financement novateurs qui permettent aux pays partenaires de disposer de capital catalyseur en complément des investissements consentis par le GPE. Ce montant s'élève à plus de 100 millions de dollars provenant d'entreprises, de fondations privées et de banques de développement.

Un GPE intégralement financé permettrait à 175 millions d'enfants des pays partenaires d'apprendre et à 88 millions d'enfants supplémentaires d'être scolarisés. Cet investissement pourrait catalyser 164 milliards de dollars supplémentaires au profit des pays partenaires, sortir 18 millions de personnes de la pauvreté et sauver la vie de 3 millions de personnes.

LA CAMPAGNE « LÈVE LA MAIN » A PERMIS DE RÉCOLTER 4 MILLIARDS DE DOLLARS, GRÂCE AUX PROMESSES DE CONTRIBUTIONS DE :

Allemagne
Arabie saoudite
Australie
Belgique
Canada
Émirats arabes unis
Espagne
Estonie
États-Unis d'Amérique
Finlande
France
Irlande
Italie
Japon
Koweït
Luxembourg
Norvège
Pays-Bas
République de Corée
Royaume-Uni
Suède
Suisse
Union européenne
Dubai Cares
Fondation LEGO
Fondations Open Society

Pour en savoir davantage, consultez : https://www.globalpartnership.org/fr/financing-2025/pledges

SIGNATAIRES DE L'APPEL À L'ACTION SUR LE FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION :

S.E. Roch Marc Christian Kaboré, président de la République du Burkina Faso
S.E. Jose Carlos de Almeida Fonseca, président de la République du Cap-Vert
S.E. Samdech Akka Moha Sena Padei Techo Hun Sen, premier ministre du Royaume du Cambodge*
S.E. Denis Sassou N'guesso, président de la République du Congo
S.E. Ismaïl Omar Guelleh, président de la République de Djibouti
S.E. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, président de la République du Ghana
S.E. Ibrahim Mohamed Solih, président de la République des Maldives
S.E. Filipe Jacinto Nyusi, président de la République du Mozambique
S.E. Comandante Daniel Ortega Saavedra, président de la République du Nicaragua
S.E. Mohamed Bazoum, président de la République du Niger
S.E. Muhammadu Buhari, président de la République fédérale du Nigéria
S.E. Paul Kagame, président de la République du Rwanda
S.E. Mohamed Hussein Roble, premier ministre du gouvernement fédéral de la Somalie
S.E. Samia Suluhu Hassan, présidente de la République unie de Tanzanie
S.E. Yoweri Museveni, président de la République de l'Ouganda
S.E. Emmerson Dambudzo Mnangagwa, président de la République du Zimbabwe
S.E. Julius Maada Bio, président de la République de Sierra Leone

* Promesse de contribution annoncée lors du sommet RewirEd 2021.

Pour en savoir davantage, consultez : https://www.globalpartnership.org/fr/financing-2025/pledges

LES ENTREPRISES SUIVANTES SE SONT ENGAGÉES À CONTRIBUER EN NATURE À HAUTEUR DE 6,3 MILLIONS DE DOLLARS AU PROGRAMME DE SENSIBILISATION SUR L'ÉDUCATION DES FILLES ET AU PROGRAMME DE LEADERSHIP EN MATIÈRE DE DONNÉES SUR L'ÉDUCATION :

Avanti Communications
Cisco
Ecobank
Econet
HP
IBM
Intel
Microsoft
Price Waterhouse Cooper

PLUS DE 500 MILLIONS DE DOLLARS ONT ÉTÉ ENGAGÉS EN COFINANCEMENT AU TITRE DU FONDS À EFFET MULTIPLICATEUR DU GPE :

Fondation Carlos Novella
Insights for Education
Banque islamique de développement (au nom du Groupe de coordination arabe)
Education Above All
Fondation Jacobs
Fondation LEGO
Fondation Sergio Paez Andrade

TEMPS FORTS DE LA CAMPAGNE



En octobre 2020, le GPE lance le plan stratégique GPE 2025 et la campagne de financement de l'éducation « Lève la main ».

regardez ici >>



En mai, l'événement « Lève la main et soutiens l'éducation des filles » a réuni Malala Yousafzai, messagère de la paix de l'ONU, Julia Gillard, présidente du GPE, et bien d'autres intervenants pour discuter du pouvoir de l'éducation des filles et de son importance pour façonner notre avenir commun.

regardez ici ››

En mai, le Premier ministre britannique, Boris Johnson, et la présidente du GPE, Julia Gillard, ont rendu visite à des élèves dans une école en Angleterre, et ont établi une connexion en ligne avec le président kenyan Uhuru Kenyatta qui, de son côté, visitait une école à Nairobi. Cet événement a permis de sensibiliser le public à la crise mondiale de l'éducation et à l'éducation des filles.

2,75 Mrd USD

En juin, les dirigeants du G7 réunis en Cornouailles ont plaidé en faveur d'un GPE intégralement financé et ont annoncé une contribution de 2,75 milliards de dollars.



En juillet, le Sommet mondial sur l'éducation qui s'est tenu à Londres a permis de mobiliser 4 milliards de dollars.

En avril 2021, le lancement au Moyen-Orient du plaidoyer pour l'investissement du GPE a réuni des dignitaires du Conseil de coopération des États arabes du Golfe qui ont fait part de leur volonté de donner la priorité aux investissements en faveur de l'éducation.

regardez ici ››



De nombreuses célébrités, dirigeants et activistes comprennent l'importance de garantir une éducation de qualité aux filles et aux garçons du monde entier, et de leur permettre de s'épanouir et de bâtir un avenir plus durable pour tous. Didier Drogba, star internationale du football, et beaucoup d'autres ont levé la main en faveur du financement de l'éducation.

regardez ici ››

En juin, le festival d'été des pays nordiques « Lève la main » fut l'occasion pour ces derniers de s'exprimer en inscrivant la crise mondiale de l'apprentissage à l'ordre du jour et de s'engager à faire du financement de l'éducation une priorité pour la communauté internationale

regardez ici ››



En juillet, Youssou N'Dour s'est associé aux stars internationales — Teni the Entertainer, Reekado Banks, Nomcebo Zikode et le London Community Gospel Choir — pour interpréter l'hymne Raise your hand (« Lève la main »).

regardez ici ››



Dirigeants mondiaux et ardents défenseurs de l'éducation se réunissent pour manifester leur engagement et apporter leur soutien à la lutte contre la crise de l'éducation qui sévit dans le monde.

GPE/Tom Whipps

LES TEMPS FORTS DU SOMMET MONDIAL SUR L'ÉDUCATION

Les pays partenaires du GPE qui participent au Sommet mondial sur l'éducation se sont engagés **à allouer 200 milliards de dollars au secteur de l'éducation.**

19 chefs d'État ont approuvé l' « Appel à l'action pour un meilleur financement national de l'éducation », qui prévoit le maintien des dépenses d'éducation aux niveaux antérieurs à la pandémie de COVID et demande que 20 % des dépenses publiques soient consacrées à l'éducation.

23 bailleurs de fonds se sont engagés à verser **4 milliards de dollars** pour la reconstitution des ressources du GPE, assurant ainsi 80 % du financement du partenariat jusqu'en 2025. La liste complète des annonces de contributions peut être consultée en cliquant ici.

186 220 internautes se sont connectés à ces différentes rencontres, soulignant à la fois l'intérêt et l'urgence des efforts à déployer pour promouvoir l'éducation à travers le monde.

10 chefs d'État se sont rendus sur place et les dirigeants de la Norvège, de l'Espagne et de la Commission européenne y ont participé en ligne.

Le portail du Sommet mondial sur l'éducation a permis **la participation de plus de 2 500 participants.**

150 partenaires ont organisé 70 manifestations en marge du Sommet, consacrées entre autres à l'égalité des genres, à la formation des enseignants, à la crise de la COVID-19, au financement national et au changement climatique.

Des entreprises, des organisations philanthropiques et d'autres bailleurs de fonds ont promis le versement d'un milliard de dollars à des solutions de financement innovantes du GPE, comme l'Accélérateur de l'éducation des filles.

35 jeunes leaders, âgés de 18 à 29 ans, ont joué un rôle déterminant pour renforcer la visibilité de la campagne « Lève la main » du GPE, en faisant part de leurs opinions sur les médias sociaux et traditionnels et en participant à plus de 80 événements consacrés à l'éducation dans le monde entier.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GPE

Le GPE dispose d'un Conseil d'administration multipartite de 40 membres, issus de ses groupes constitutifs[1].

S.E. JAKAYA MRISHO KIKWETE



PRÉSIDENT

En septembre 2021, Jakaya Mrisho Kikwete est devenu président du Conseil d'administration. Il y apporte la précieuse expérience qu'il a acquise en tant qu'ancien président de la Tanzanie et sa passion pour la promotion de l'éducation, de la santé des femmes et des enfants, et pour la défense des réfugiés.

DR. SUSAN LIAUTAUD



VICE-PRÉSIDENTE

Susan Liautaud a pris le poste de Vice-présidente, qui s'ajoute à son mandat actuel de présidente du conseil consultatif de la *London School of Economics* et de présidente du conseil consultatif du *Freeman Spogli Institute for International Studies* à Stanford, où elle donne également des cours sur l'éthique.

Afrique 1	Edgar Moyo, Vice-ministre de l'Enseignement primaire et secondaire - Zimbabwe Suppléant : Abdullahi Abukar Haji, ministre fédéral de l'Éducation, de la Culture et de l'Enseignement supérieur, gouvernement fédéral de Somalie (fédéral, Puntland, Somaliland)
Afrique 2	Komla Dodzi Kokoroko, ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique et de l'Artisanat, Togo Suppléant : Kosmadji Merci, ministre de l'Éducation nationale et de la Promotion civique, Tchad
Afrique 3	David Moinina Sengeh, ministre de l'Enseignement de base et des enseignement secondaires - Sierra Leone Suppléant : Sunday S.T. Echono, secrétaire permanent, ministère fédéral de l'Éducation - Nigéria
Asie et Pacifique	Yadav Koirala, Secrétaire général, ministère de l'Éducation, de la Science et des Technologies - Népal Suppléant : Jimmy Uguro, ministre de l'Éducation - Papouasie-Nouvelle-Guinée
Europe de l'Est, Moyen-Orient et Asie centrale	Usman Sharifxodjayev Ulfatovich, premier vice-ministre de l'Éducation publique, Ouzbékistan
Amérique latine et Caraïbes	Dr Didacus Jules, directeur général de l'Organisation des États des Caraïbes orientales - Sainte-Lucie Suppléante : Doris Margot Gutierrez, coordinatrice de projet, ministère de l'Éducation - Honduras
Bailleur 1	Donatienne Hissard, directrice adjointe du développement durable au ministère des Affaires étrangères - France Suppléante : Sabina Handschin, responsable de la formation, Direction du développement et de la coopération, Département fédéral des Affaires étrangères - Suisse
Bailleur 2	Line Baagø-Rasmussen, conseillère technique principale, Éducation et Égalité des chances, ministère des Affaires étrangères - Danemark Suppléant : Per Magnusson, spécialiste principal de programme, Agence de coopération au développement international - Suède

1. Liste actualisée au 31 décembre 2021. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse suivante : https://www.globalpartnership.org/fr/who-we-are/board

Bailleur 3	Alicia Herbert, directrice, Éducation, Genre et Égalité et Envoyée spéciale pour l'égalité des genres, Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du développement - Royaume-Uni Suppléante : Louise Holt, directrice générale des partenariats pour le développement social, Affaires mondiales - Canada
Bailleur 4	Camilla Helgø Fossberg, directrice des politiques éducatives, ministère des Affaires étrangères - Norvège Suppléant : Rashid Al Shamsi, directeur de la Coopération technique au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale - Émirats arabes unis
Bailleur 5	Martin Seychell, directeur général adjoint, Direction du développement humain, des migrations, de la gouvernance, de la paix et des ressources - Commission européenne Suppléante : Dr Heike Kuhn, cheffe de la division Éducation, ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement - Allemagne
Bailleur 6	LeAnna Marr, administratrice adjointe par intérim - États-Unis d'Amérique Suppléant : M. Aedan Christian Whyatt, Vice-ministre en charge de l'Éducation et de la Protection sociale au ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT)
OSC 1	Kira Boe, co-responsable de l'éducation, Oxfam Ibis Suppléante : Yona Nestel, responsable Éducation inclusive et Qualité de l'éducation, Pan International
OSC 2	Solange Akpo-Gnandi, coordination régionale, Campagne du réseau africain pour l'éducation pour tous (ANCEFA) - Sénégal Suppléante : Abeer Tamimi Darwazeh, coordinatrice du renforcement des capacités et de l'apprentissage, Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACEA) - Cisjordanie et bande de Gaza
OSC 3	Haldis Holst, secrétaire générale adjointe, Internationale de l'Éducation Suppléant : Dennis Sinyolo, directeur régional, Internationale de l'Éducation, Région Afrique
Secteur privé	David Boutcher, associé, Reed Smith LLP et secrétaire et directeur de la protection, Conseil d'administration, Global Business Coalition for Education - Royaume-Uni Suppléante : Emily Friedman, responsable de l'investissement des entreprises pour l'impact sur l'éducation, Global Business Coalition for Education
Fondations privées	Euan Wilmshurst, responsable du plaidoyer et de la communication, Fondation LEGO - Danemark Suppléante : Carolyne Ng'eny, chargée de programme, Firelight Foundation - Kenya
Organismes multilatéraux 1	Stefania Giannini, sous-directrice générale pour l'Éducation, UNESCO Suppléante : Valerie Guarnieri, directrice exécutive adjointe, Programme alimentaire mondial
Organismes multilatéraux 2	Robert Jenkins, directeur de l'Éducation, UNICEF Suppléante: Rebecca Telford, directrice adjointe de l'Organisation de la Coopération Islamique, Division de la résilience et des solutions, HCR
Organismes multilatéraux 3	Luis Benveniste, directeur régional en charge du développement humain en Amérique latine et dans les Caraïbes, Banque mondiale Suppléant : Syed Husain Quadri, directeur par intérim, Département de la résilience et du développement social, Banque islamique de développement

COMITÉS

Le Conseil d'administration s'appuie sur trois comités pour guider son action dans toutes les opérations clés du GPE, ce qui lui permet de s'acquitter de ses tâches de manière efficace, stratégique et transparente.

Le Comité exécutif se charge d'un ensemble de tâches administratives pour le Conseil, joue un rôle consultatif auprès de la directrice générale du GPE et surveille également la manière dont le GPE applique ses politiques en matière de gouvernance et d'éthique.

Le Comité des finances et du risque conseille le Conseil d'administration sur la manière la plus efficiente et efficace d'utiliser les ressources du GPE et supervise la gestion des risques, les finances et les modalités d'audit.

Le Comité de performance, d'impact et d'apprentissage veille à ce que le GPE reste concentré sur les résultats grâce à la collecte de données et à de solides activités de suivi et d'évaluation. Ce Comité défend également l'engagement du GPE dans les initiatives d'éducation mondiales.

Photo de couverture : Une élève de première année à l'école primaire Felege Abay à Bahar Dar, Éthiopie.

Crédit : GPE/Kelley Lynch

BUREAUX

Washington
701 18th St NW
2e étage
Washington, DC 20006
États-Unis

Paris
6 Avenue d'Iena
75116 Paris
France

Bruxelles
Avenue Marnix 17, 2e étage
B-1000, Bruxelles
Belgique

CONTACT

Téléphone : (+1) 202-458-0825

Courriel : information@globalpartnership.org

GPE Transformer l'éducation